

Paris, le 11 octobre 2025

BUDGET 2025 : BARNIER MET L'ÉCOLE PUBLIQUE À GENOUX !

L'école est en crise : les conditions de travail se sont tellement dégradées et les salaires sont si bas que le ministère de l'Éducation nationale peine à recruter. Il manquait au moins un·e enseignant·e dans la moitié des collèges et lycées et 1500 postes n'étaient pas pourvus à l'issue du concours 2024 de professeur·es des écoles. Les réformes de Blanquer à Attal ont largement fait reculer le service public d'éducation et ont dégradé les métiers de l'éducation.

C'est dans ce contexte où l'école manque de tout que le Premier ministre Michel Barnier présente un budget d'austérité où le service public d'éducation paie la facture de sa politique libérale. Le projet de budget prévoit en effet 4000 suppressions de postes d'enseignant·es : 3155 dans le premier degré, 181 dans le second degré et seulement 664 dans le privé. On constate que l'effort demandé au privé est moins important que celui demandé au public. Depuis 2017, c'est près de 9000 postes qui avaient été supprimés dans le second degré, à présent Barnier s'en prend aux écoles.

Les 2000 créations de postes d'AESH ne sont qu'un effet de communication car les conditions salariales des AESH sont si mauvaises que le ministère ne parvient pas à pourvoir les emplois. Les AESH sont des personnels contractuels qui se voient imposer des temps de travail incomplets et subissent des conditions de travail maltraitantes. Le ministère refuse de reconnaître leur métier en créant un vrai statut de la Fonction publique pour les AESH.

Enfin, la création de 35 postes administratifs est largement en dessous des besoins quand on sait que le ministère de l'Éducation nationale reste sous-administré avec en moyenne 6 gestionnaires pour 1000 personnels.

La baisse du nombre d'élèves aurait dû permettre de redonner de l'air à l'école en baissant le nombre d'élèves par classe, en reconstruisant les dispositifs d'aide aux élèves, en assurant les remplacements, en permettant aux personnels de se former...

Ce projet de budget met un terme aux grands chantiers du ministère : bâtir une école vraiment inclusive, lutter contre le harcèlement scolaire, réformer l'entrée dans le métier, avancer sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes...

On constate pourtant à la rentrée 2024 que le service public d'éducation est à fond de cale : il n'y a plus d'HSE (heures supplémentaires) pour rémunérer le travail effectué par les personnels, les départements, à l'os, réduisent massivement les dotations aux collèges, le bâti scolaire est délabré.

Cet abandon du service public d'éducation profite à l'extrême droite qui se nourrit du ressentiment de la population privée de services publics pour désigner les personnes racisées comme responsables des difficultés économiques. Au contraire, le gouvernement a fait un choix politique : celui de casser les services publics plutôt que d'adopter des mesures de justice fiscale en faisant payer les plus riches.

Enfin, cette politique offensive contre le service public d'éducation profite à l'enseignement privé qui se nourrit des dégradations du public pour accroître ses effectifs. Avec 13 milliards par an d'argent public, l'Etat finance lui-même sa mise en concurrence et la garantie pour les classes les plus favorisées d'une scolarité ségréguée, sans les classes populaires.

SUD éducation met toutes ses forces dans la bataille du budget pour faire annuler ces suppressions de postes : préparons dès aujourd'hui une mobilisation massive pour défendre un vrai service public d'éducation pour tou·tes !